

La catastrophe qui tarde : comprendre le “paradoxe de l’environnementaliste”

12.6.2026 - | Université de Montpellier

Les climats se dérèglent, les écosystèmes se dégradent et pourtant, à l’échelle mondiale, le revenu moyen par habitant, l’espérance de vie et les niveaux d’éducation continuent d’augmenter. Ce décalage constitue l’un des paradoxes les plus déroutants du débat environnemental contemporain. Explorer tous les facteurs explicatifs est primordial pour réfléchir aux manières d’agir et de communiquer à l’ère du changement climatique.

Jean-Michel Salles, *Université de Montpellier*; Guy Richard, *Inrae* et Michel Colombier, *Iddri*

Depuis les années 1960, les alertes sur les conséquences écologiques de la croissance économique et de l’industrialisation se multiplient. Dégradation des écosystèmes, épuisement des ressources, pollutions, dérèglement climatique ou franchissement de limites planétaires : de nombreux travaux scientifiques décrivent des dynamiques susceptibles d’altérer durablement les conditions de vie humaines.

Et pourtant : l’espérance de vie mondiale augmente, la pauvreté extrême a reculé, du moins jusqu’aux crises récentes, les niveaux d’éducation progressent, le revenu moyen par habitant continue, à l’échelle mondiale, sa progression de long terme.

Ce décalage correspond à ce que des chercheurs ont appelé, au tournant des années 2010, « le paradoxe de l’environnementaliste » (*environmentalist paradox*, en anglais) : comment expliquer que le bien-être humain, mesuré par les indicateurs dominants, s’améliore alors même que les écosystèmes se dégradent ?

Ce paradoxe ne nie évidemment pas la crise écologique. Mais il en complique l’interprétation.

Un constat déroutant

En 2005, l’ONU publiait le Millennium Ecosystem Assessment. Ce rapport, motivé par le constat d’une dégradation généralisée des écosystèmes et des services que les sociétés humaines en retirent, a confirmé qu’une grande partie des écosystèmes mondiaux et des avantages perçus par les humains étaient en déclin.

Partant de là, en 2010, des chercheurs ont formalisé l’énigme : si les services écosystémiques qui soutiennent les sociétés humaines se dégradent, pourquoi les indicateurs de développement humain continuent-ils, eux, d’augmenter ?

Cette question n’est pas purement académique. Elle touche au cœur du débat politique contemporain. Si les alertes environnementales ne se traduisent pas par une dégradation visible et généralisée des conditions de vie, leur crédibilité peut être fragilisée. À l’inverse, si la prospérité actuelle repose sur une dégradation cumulative dont les effets sont différés, c’est l’inaction qui est plus risquée.

Première piste : le problème des indicateurs

Une première piste d'explication du paradoxe de l'environnementaliste s'est penchée sur les indicateurs utilisés.

Les indicateurs dominants du bien-être – produit intérieur brut (PIB) par habitant, espérance de vie, scolarisation ou leur combinaison au sein de l'Indice de développement humain (IDH) – captent essentiellement des dimensions matérielles et sanitaires.

Mais ils capturent mal, ou même pas du tout, la qualité des relations aux milieux, la résilience des territoires, la sécurité écologique future, les vulnérabilités intergénérationnelles.

Une partie du paradoxe tient à une dissociation entre flux et stocks : les indicateurs de bien-être mesurent des flux (revenu, production, consommation), tandis que les dégradations écologiques affectent des stocks (climat, biodiversité, sol), dont l'érosion peut rester longtemps invisible dans les indicateurs courants.

Le paradoxe pourrait donc être lié à ce que l'on mesure ou non, et une partie du débat récent a donc porté sur l'élargissement des cadres d'évaluation pour prendre en compte les contributions de la nature (*nature's contributions to people*, en anglais), la comptabilité du capital naturel, les indicateurs de bien-être multidimensionnels. Pour autant, même en enrichissant les indicateurs, le constat global demeure : les indicateurs de performance socioéconomique n'ont pas encore basculé.

Deuxième piste : la grande substitution énergétique et technologique

L'hypothèse la plus robuste aujourd'hui est celle de la substitution massive des services de la nature rendue possible par l'énergie fossile et l'innovation technique. L'agriculture industrielle a, ainsi, accru les rendements.

Les infrastructures hydrauliques compensent, pour leur part, les perturbations locales des régimes de précipitation. Les systèmes de santé réduisent, enfin, la mortalité indépendamment de la qualité écologique immédiate. Autrement dit, les sociétés modernes ont développé une capacité d'amortissement et d'adaptation. Mais cette capacité repose elle-même sur une intensification matérielle et énergétique sans précédent.

Les travaux récents sur les flux de matières montrent que l'extraction mondiale continue de croître : à l'échelle globale, croissance et pressions environnementales restent encore très souvent corrélées.

Le paradoxe ne réfute pas les limites écologiques ; il montre plutôt la capacité temporaire des sociétés industrielles à en différer les effets grâce à une mobilisation massive d'énergie et de ressources.

Résilience ou illusion de stabilité ?

Une autre lecture du paradoxe convoque la notion de résilience : les systèmes socioécologiques peuvent absorber des perturbations importantes sans s'effondrer immédiatement. Ils disposent d'inerties, de redondances, de capacités d'adaptation. Mais cette résilience peut être trompeuse.

Les recherches sur les points de bascule (*tipping points*) suggèrent que des systèmes apparemment stables peuvent franchir brutalement des seuils critiques. Le climat, les écosystèmes forestiers ou

les calottes glaciaires présentent ainsi des dynamiques non linéaires. Un exemple inquiétant est la déforestation en Amazonie qui pourrait modifier le régime des précipitations et transformer la forêt humide en savane, avec des conséquences sur le climat global.

Dans cette perspective, l'absence d'effondrement observable aujourd'hui ne constitue pas une preuve de sécurité, mais possiblement une phase de latence. Le paradoxe environnementaliste serait alors l'expression d'une robustesse apparente précédant une transformation plus profonde.

Une question d'échelle et d'inégalités

Les moyennes globales masquent également des réalités contrastées. Pour certaines populations les inondations, les sécheresses ou les méga-incendies liés au changement climatique sont déjà synonymes d'insécurité alimentaire, de pertes de moyens de subsistance ou de migration forcée. Le paradoxe apparaît surtout à l'échelle agrégée. À l'échelle locale ou du point de vue de la distribution des effets, la corrélation entre dégradation écologique et vulnérabilité est souvent plus nette.

Ainsi, le débat s'est déplacé vers la notion d'« espace sûr et juste » (*safe and fair space*, en anglais) une notion proposée en 2012 par l'économiste britannique Kate Raworth. Elle vise à souligner que, pour aller vers un monde vivable, l'éradication de la pauvreté était une étape nécessaire. Mais comment concilier désormais respect des limites planétaires et réduction des inégalités sociales sachant que la prospérité observée en moyenne coexiste avec des dépassements écologiques et des injustices sociales ?

Le risque politique du paradoxe

Une chose est certaine : le paradoxe environnementaliste est politiquement ambivalent. Il pourrait être interprété soit comme :

- la preuve que les scénarios catastrophistes étaient excessifs ; la dégradation écologique a des effets limités sur le bien-être humain parce qu'elle est moins grave qu'annoncée ou parce que les sociétés humaines ont une capacité d'adaptation suffisante ;
- ou bien comme la démonstration que les sociétés ont jusqu'ici réussi à en différer les coûts, mais non à les éliminer. Ce sont donc les outils d'observation et d'anticipation qui sont inadéquats pour rendre compte de la réalité de la situation.

Dans le premier cas, le paradoxe nourrit le scepticisme et la tentation du *statu quo*. Dans le second, il renforce l'argument en faveur de politiques préventives et prudentes. La tension entre ces deux lectures traverse aujourd'hui les débats publics.

Robustesse systémique et dépendance aux stocks

Un point central de la littérature récente concerne la dépendance aux stocks accumulés : énergie fossile, capital naturel, infrastructures héritées. La prospérité contemporaine repose sur une croissance de la consommation de ces stocks, unique dans l'histoire humaine.

La question devient alors : cette configuration est-elle reproductible à long terme ? Le paradoxe pourrait être celui d'une modernité soutenue par des conditions biophysiques transitoires dont le maintien impliquerait soit de limiter le nombre des bénéficiaires - c'est ce que suggère le néo-malthusianisme en appelant à la limitation des naissances - ou bien d'espérer que le génie humain et le progrès technique permettent de les prolonger - c'est ce que prétendent les technosolutionnistes ou les cornucopiens.

Effondrement ou transformation ?

Le terme « effondrement » suppose une rupture brutale et généralisée. Or, les dynamiques observées pourraient être plus graduelles, différenciées, transformantes plutôt que destructrices.

La littérature scientifique récente insiste davantage sur la trajectoire des systèmes, les transitions socioécologiques, les capacités d'adaptation institutionnelle, les risques systémiques.

Le débat s'est ainsi déplacé d'une question simple « Allons-nous nous effondrer ? » - voire « Quand allons-nous nous effondrer ? » - à une interrogation plus complexe : sous quelles conditions et sous quelles formes la dégradation écologique finira-t-elle par affecter le bien-être humain, et selon quelles modalités et temporalités ?

Ce que révèle vraiment le paradoxe

Le paradoxe environnementaliste ne disqualifie ni les alertes scientifiques ni les progrès du développement humain. Il invite à dépasser l'opposition simpliste entre catastrophisme et optimisme technologique, et rappelle que les effets des dégradations environnementales sont souvent différés, inégalement répartis et masqués par la puissance matérielle des sociétés industrielles.

La catastrophe tarde peut-être, ou bien elle est déjà là, mais sous des formes moins visibles, plus diffuses, différentes de celles qui étaient imaginées. Dans tous les cas, le paradoxe ne referme pas la question écologique. Il oblige à la poser autrement - et plus rigoureusement.

Jean-Michel Salles, Directeur de recherche en Economie de l'environnement, *Université de Montpellier*; Guy Richard, Directeur de l'expertise scientifique collective, de la prospective et des études à l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), *Inrae* et Michel Colombier, Directeur scientifique, *Iddri*

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

<https://www.umontpellier.fr/articles/la-catastrophe-qui-tarde-comprendre-le-paradoxe-de-lenvironnementaliste>